

Les prestations de l'Inoppression Active que nous pouvons mettre en place.

Un rétablissement des fonctions de l'Etat, de son obligation de moyens et de résultat.

Rappel de la vocation de l'Etat :

La vocation de l'Etat est d'administrer la maison (France) en établissant les règles d'un bon partage (sens étymologique du mot *Economie* : gestion de la maison où *nemein* signifie partager). Pour ce faire, l'Etat a le devoir de recycler via des prélèvements sur l'argent circulant (les impôts, taxes et charges) autant d'argent que nécessaire pour l'affecter aux nécessités citoyennes. cela concerne :

- le financement des budgets ministériels qui permettent l'établissement concret des supports de la Liberté : l'éducation, la santé, la sécurité, la défense, etc.,
 - o Aujourd'hui les budgets ministériels sont rognés. Excepté les hauts fonctionnaires qui manipulent la gestion financière du pays sans s'occuper d'Economie, les fonctionnaires sont déconsidérés et n'ont pas les moyens de leurs missions. Le service public s'amenuise : heures d'ouvertures réduites, fermetures de bureaux de poste, hôpitaux en manque de tout avec des salariés mal payés et surchargés etc.
- l'alimentation des budgets personnels des citoyens par le versement d'allocations : remboursement maladie, retraite, RMI, allocations chômage, etc.
 - o Aujourd'hui les budgets personnels des citoyens sont rognés. Les déremboursements et baisses d'allocations diverses en attestent.

Faute de faire de l'Economie, l'Etat est contraint de faire des économies. Sa gestion financière se traduit par une limitation de l'Offre à la fois pour les entreprises et pour les exclus de l'emploi.

Face au progrès qui remplace les travailleurs par des machines, ce qui engendre des manques d'argent individuels, la réaction naïve du libéralisme actuel est de dire : halte au chômage. Ce choix réactif primaire est dénué de toute réflexion prospective et objective. Si le progrès nous permet de moins travailler, tant-mieux ! Mettons en œuvre les moyens pour avoir accès aux fruits du progrès et profitons-en pour nous activer dans ce qui nous tient le plus à cœur. La solution n'est pas le travail mais la libération de l'activité et l'accès à l'Offre pour chaque citoyen..

Nous avons vu que Fiscaliser l'activité alors qu'on dit vouloir la promouvoir est contradictoire. Le prétexte de justice fiscale relève d'un mensonge ou d'une incapacité à raisonner. Le choix de l'impôt direct et de charges sociales sur le travail n'est pas qu'une erreur, c'est une aberration.

La preuve ? Voici, livré brut avant d'en venir aux équations du comment faire fiscal, ce que va apporter la cohérence Economique que nous allons mettre en place, répondant à TOUS nos problèmes :

A/ L'Inoppression Active remplace tous les impôts et charges actuels par

- une multiplication par 4 de la TVA,
- un prélèvement de 0,7 % sur toutes les recettes,
- et un impôt sur les biens automatiquement répertoriés au-dessus de 3.000.000 d'€uros par personne.

Cette nouvelle fiscalité est établie dans le respect des fondamentaux de l'Economie pour éviter toute inflation paupérisante. Elle permet de satisfaire les besoins des ministères et des citoyens. Elle permet à l'Etat de ne pas brader nos supports de la Liberté aux finances du privé. L'Etat peut enfin accomplir son obligation de résultats en les concrétisant :

- en donnant un revenu du progrès de 1.000 €uros/mois à chaque citoyen ce qui permet
 - o d'en finir avec la misère. Ce revenu d'existence encouragera l'activité puisque qu'il sera versé indépendamment des revenus du travail. La nouvelle fiscalité détaillée dans le paragraphe A/ ci dessus permet de financer TOUTES les dépenses les actuelles charges sociales. Cette nouvelle fiscalité mettra un terme à toutes les violences et à toutes les manifestations justifiées par le désespoir des citoyens. Ce premier droit de participation à un petit dividende du progrès n'invitera plus les individus à entrer en délinquance pour survivre.

Note 1 pour les « je-sais-tout » et pour les GG (Grandes Gueules)

Vous voulez vous assurer de sa faisabilité ? Considérez les recettes actuelles de la TVA, multipliez-les par 4 et concluez...

Note 2 pour permettre aux « je-sais-tout » et pour les GG de commencer d'intelligents calculs :

Les recettes de TVA constituent aujourd'hui la moitié des recettes de l'Etat

Un recyclage volontaire et plus pesant pour les plus hauts revenus, n'est-ce pas un pas vers la justice fiscale ?